

## **Sous-commission paritaire de l'industrie des carrières, cimenteries et fours à chaux de l'arrondissement administratif de Tournai**

*Projet de convention collective de travail du 12 juin 2013*

Instauration d'un régime de chômage avec complément d'entreprise conventionnel à 56 ans

### *CHAPITRE Ier. Champ d'application*

Article 1er. La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux travailleurs des entreprises ressortissant à la Sous-commission paritaire de l'industrie des carrières, cimenteries et fours à chaux de l'arrondissement administratif de Tournai.

Par "travailleurs" on entend : les ouvriers et les ouvrières.

### *CHAPITRE II. Dispositions*

Art. 2. La présente convention collective de travail fait référence à la convention collective de travail n° 106 conclue le 28 mars 2013 au sein du Conseil national du travail.

Art. 3. Sans préjudice des dispositions de l'arrêté royal du 3 mai 2007 fixant le régime de chômage avec complément d'entreprise (Moniteur belge du 8 juin 2007), le principe de l'application d'un régime de chômage avec complément d'entreprise est admis dans le présent secteur pour le personnel qui opte pour cette formule et qui atteint l'âge de 56 ans entre le 1er janvier 2013 et le 31 décembre 2013.

Art. 4. a) L'âge de la prépension des travailleurs qui peuvent se prévaloir de 33 ans de passé professionnel en tant que salarié, calculés conformément à l'article 114, § 4, alinéa deux de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 relatif aux allocations de chômage, est ramené à 56 ans à partir du 1er janvier 2011.

b) Pour les modalités d'application de cette carrière professionnelle, l'assimilation des périodes de chômage complet est limitée à un maximum de 5 ans.

Art. 5. L'application des diverses dispositions prévues aux articles 3 et 4 précités est cependant soumise aux conditions suivantes :

- a) le régime de chômage avec complément d'entreprise à 56 ans sera accordé pour autant que le travailleur puisse justifier d'un passé professionnel de 33 ans, périodes d'assimilation comprises, et avoir travaillé au moins 20 ans dans un régime de travail en équipes comportant des prestations de nuit tel que prévu à l'article 1er de la convention collective de travail numéro 46, conclue le 23 mars 1990 au sein du Conseil national du travail, rendue obligatoire par arrêté royal du 10 mai 1990;
- b) pour le travailleur entrant dans le régime de chômage avec complément d'entreprise à 56 ans dans les conditions reprises sous a), il sera octroyé une indemnité complémentaire jusqu'à l'âge de 65 ans;

- c) le travailleur qui bénéficie d'un régime de chômage avec complément d'entreprise sera remplacé suivant les dispositions légales ;
- d) le contrôle sera effectué par les instances de la présente sous-commission paritaire fin décembre 2013.

Art. 6. En cas de mise en régime de chômage avec complément d'entreprise, le travailleur qui bénéficie d'un régime de chômage avec complément d'entreprise sera remplacé dans les liens de contrats de travail à durée déterminée pour une période déterminée de 3 ans.

### CHAPITRE III. *Bénéficiaires et montant de l'indemnité complémentaire*

Art. 7. L'allocation complémentaire de régime de chômage avec complément d'entreprise versée aux travailleurs qui seront mis en régime de chômage avec complément d'entreprise, à temps plein, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2011, est fixée à 650 EUR bruts par mois (indice pivot atteint le 1<sup>er</sup> mai 2011, 115,04).

Art. 8. Depuis le 1<sup>er</sup> juin 2011, l'allocation complémentaire de régime de chômage avec complément d'entreprise versée par les employeurs aux travailleurs actuels et futurs en régime de chômage avec complément d'entreprise sera indexée conformément aux règles d'indexation fixées pour les salaires des travailleurs du bassin, et ce, sans référence à un revenu global. Ce nouveau système est mis en place dans un souci de clarification et de simplification des règles d'indexation des revenus des travailleurs en régime de chômage avec complément d'entreprise.

En cas de diminution de l'allocation de chômage versée aux travailleurs en régime de chômage avec complément d'entreprise, les employeurs s'engagent à prendre en charge la perte d'allocation de chômage des travailleurs en régime de chômage avec complément d'entreprise concernés par la présente convention.

En vue de s'assurer que ce nouveau système d'indexation n'est pas défavorable aux travailleurs en régime de chômage avec complément d'entreprise, un état des lieux sera dressé fin 2013 et, le cas échéant, la différence sera versée aux intéressés qui auraient été lésés. S'il apparaissait que les nouvelles règles d'indexation induisaient un désavantage chronique pour les travailleurs en régime de chômage avec complément d'entreprise, celles-ci seraient adaptées selon un système à définir.

Art. 9. Sans préjudice de la condition selon laquelle l'âge minimum visé aux articles 3 et 4 doit être atteint pendant la durée de la présente convention collective de travail, le premier jour donnant droit à l'allocation de chômage peut se situer après le 31 décembre 2013, si cela est la conséquence de la prolongation du délai de préavis par application des articles 38, § 2 et 38bis de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail (Moniteur belge du 22 août 1978).

Art. 10. Le système de chômage avec complément d'entreprise conventionnel à 56 ans est facultatif.

L'employeur s'engage à proposer en temps utile le régime de chômage avec complément d'entreprise au travailleur susceptible d'en bénéficier.

Toutefois, le départ au régime de chômage avec complément d'entreprise sera effectif 3 mois après l'accord.

Art. 11. Le départ en chômage avec complément d'entreprise est assimilé à un départ naturel.

Art. 12. Une personne faisant l'objet d'une sanction administrative de l'Onem ne pourra en aucun cas revendiquer une quelconque compensation auprès de son ancien employeur au-delà de l'indemnité complémentaire à laquelle il avait droit avant la sanction.

#### CHAPITRE IV. *Validité*

Art. 10. La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2013 et cesse de produire ses effets le 31 décembre 2013.